

## Chercheurs et acteurs sur le terrain de la précarité énergétique

### Synthèse de l'atelier 4

### Comment mieux prendre en compte la précarité énergétique dans les politiques de transition énergétique ?

Garance Clément, Doctorante et ATER à l'Ecole d'Urbanisme de Paris

#### Synthèse

L'atelier a porté sur la prise en compte d'un public particulièrement contraint - celui des ménages dits en situation de précarité énergétique – dans les politiques visant la sobriété énergétique.

Un premier constat est que depuis quelques années, un glissement s'opère dans la manière d'appréhender cette problématique, de critères strictement objectifs liés aux performances thermiques, vers la prise en compte du vécu dans le logement. Les interventions ont souligné le besoin de connaître la diversité des situations en termes de confort, de budget, de santé ou plus généralement de mode d'habiter. Elles ont aussi montré que les réponses à apporter à la précarité énergétique devaient tenir compte des stratégies de consommation déjà mises en place par les ménages au quotidien. La lutte contre la précarité énergétique peut à cet effet passer par des modes d'action qui valorisent l'autonomie et la participation des habitants, comme l'auto-réhabilitation accompagnée.

L'enjeu reste d'envisager une généralisation des dispositifs locaux qui ne nuise pas à la souplesse et au rapport de proximité qui ont fait leur succès. Enfin, cet atelier a ouvert un débat sur le rôle des chercheurs face à cette problématique : entre critique des catégories normatives de l'action publique et réponse à une injonction à l'évaluation, comment peuvent-ils se positionner face à la question de l'énergie en tant que question sociale ?

#### Introduction

Les échanges du quatrième atelier des rencontres nationales entre acteurs de l'habitat et chercheurs, intitulé « Comment mieux prendre en compte la précarité énergétique dans les politiques de transition énergétique ? », ont porté sur la prise en compte d'un public particulièrement contraint - celui des ménages en situation de précarité énergétique – dans les politiques visant la sobriété énergétique.

Le réseau RAPPEL<sup>1</sup> définit la précarité énergétique comme « la difficulté, voire l'incapacité à pouvoir chauffer correctement son logement, et ceci à un coût acceptable ». Cette notion, inspirée de la *fuel poverty* britannique<sup>2</sup>, a été inscrite dans la loi Besson du 31 mai 1990 et dans la loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010. Selon ce texte, « Est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou conditions d'habitat ». La récente loi sur la transition énergétique propose une avancée dans la prise en compte du phénomène, en l'articulant désormais aux notions de décence et de confort dans le logement. Il s'opère donc un glissement, dans la manière d'appréhender cette problématique, de critères strictement objectifs liés aux performances

<sup>1</sup> Le RAPPEL est le Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement (<http://www.precarite-energie.org/-La-precarite-energetique-.html>)

<sup>2</sup> Selon la définition britannique, un ménage est en situation de précarité énergétique lorsque plus de 10% de ses ressources sont consacrées à l'énergie.

thermiques, vers le champ social et la prise en compte du vécu dans le logement, dans des approches de terrain plus qualitatives.

Cette vision élargie de la précarité énergétique fait naître une série de questionnements que partagent chercheurs et acteurs : la précarité énergétique est-elle un enjeu en soit ou une des dimensions de problématiques plus larges, comme celles du mal logement et des inégalités de santé ? Comment saisir la diversité des réalités que recoupe cette notion, et comment envisager différentes modalités d'action en conséquence ? Comment articuler la prise en charge technique de problèmes thermiques avec les modes d'habiter, les usages dans le logement ? Comment tenir compte de la vulnérabilité des publics auxquels la lutte contre la précarité énergétique s'adresse ?

On verra dans un premier temps que la précarité énergétique est à la fois une catégorie de l'action publique et un objet de recherche qui autorise la prise de distance critique. Ensuite, des expériences locales d'amélioration de la connaissance et de l'action seront présentées. Enfin, un dernier point ouvrira le débat sur les attentes des acteurs vis-à-vis de la recherche, notamment en termes d'évaluation.

### **La « précarité énergétique », d'une catégorie de l'action publique à un objet de recherche**

Un des enjeux de l'atelier a été de discuter des définitions de la précarité énergétique et de pointer les divergences entre plusieurs types d'approche. Sans apparaître comme un problème social distinct, la notion de précarité énergétique est présente dans la loi et constitue en cela une catégorie d'action qui bénéficie de politiques et de dispositifs de financement dédiés, comme par exemple les « chèques énergie ». Cette catégorie longtemps restée aux mains des opérationnels ne s'est constituée comme objet de recherche dans le champ de l'habitat français que récemment. La première consultation PREBAT lancée en 2011 par le PUCA, l'Anah et l'Ademe a été une étape importante, au même titre que les premières journées internationales de sociologie de l'énergie, tenues en 2012 à Toulouse.

Le tour d'horizon des travaux récents effectué par **Bruno Maresca** a permis d'identifier différentes approches de la précarité énergétique. Une première manière de saisir le phénomène dans une perspective d'objectivation consiste à mesurer l'efficacité énergétique du bâti. Il en découle une vision souvent normative de ce qu'est ou devrait être la consommation d'énergie dans le logement. Comme l'a souligné **Farid Abachi**, cette entrée par la technique s'est cependant déplacée au profit de questionnements plus ancrés dans le champ social. Un des enjeux consiste alors à mesurer et à localiser le phénomène de la précarité énergétique. Il s'agit de présenter des indicateurs cohérents et pertinents, dans des démarches proches de celles visant à mesurer la pauvreté. Le seuil des 10 % de ressources consacrées aux dépenses énergétique, directement hérité de la conception britannique, s'inscrit dans cette logique. On peut cependant déplorer le caractère « fixiste » de cette vision. Des travaux comme ceux de Corinne Chaton (2014) viennent au contraire resituer la précarité énergétique comme étape d'une trajectoire résidentielle et sociale, et insistent sur ses conséquences plus larges sur la vie de ménages, notamment en matière de santé.

Une autre approche consiste à se demander comment les ménages se définissent eux-mêmes en situation de privation de confort. La notion de confort thermique apparaît alors plus pertinente pour appréhender la réalité des ménages, car elle est plus proche des représentations habitantes (« avoir chaud », « avoir froid »). Isabelle Roussel (2015) montre par exemple dans une enquête réalisée dans le cadre du programme PREBAT que le confort varie selon les stratégies individuelles d'adaptation et pas seulement à cause des caractéristiques techniques du bâti. En ce sens, l'approche sociologique de la précarité énergétique permet d'observer plus finement les capacités d'agir des habitants. Dans sa thèse de doctorat, **Johanna Lees** (2014) propose différentes figures de la précarité énergétique et montre comment derrière cette catégorie, il existe des difficultés à habiter. Quand la fonction protectrice du logement est altérée, l'énergie n'est plus seulement source de « reste à payer » mais de « reste à penser ».

Enfin, se pose la question de l'étendue des pratiques prises en compte par la notion de précarité énergétique. Dans ses travaux, Yves Jouffe (2014) intègre à la précarité énergétique la question des dépenses énergétiques liées à la mobilité des ménages. Contrairement à la vision britannique, qui réduit le public concerné en croisant indicateurs de pauvreté et caractéristiques du bâti, il s'agit de penser plus largement la vulnérabilité, en tenant compte de tous les types d'énergie. Cela risque toutefois de brouiller la lecture de ce qui est spécifique à la sphère du logement.

Face à cette diversité des approches, il paraît d'indispensable d'aller observer la réalité concrète de la précarité énergétique sur le terrain.

## Comprendre les modes de vie et agir à l'échelle locale

Créé dans le cadre du Grenelle Environnement et à la suite de « l'engagement national contre la précarité énergétique » lancé le 26 janvier 2010, l'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) est chargé de produire de la connaissance sur ce phénomène, dans ses aspects sociaux, énergétiques, sanitaires et économiques. Il visait notamment, à l'origine, à éclairer la spécificité de la précarité énergétique française, au regard des analyses produites antérieurement en Grande-Bretagne, et qui ne pouvaient pas être transposées telles quelles en France. Si les participants de l'atelier ont rappelé l'importance de cet observatoire, ils ont aussi insisté sur la nécessité de réaliser des actions et des recherches dans la grande proximité avec le terrain, à la fois dans les méthodes, les acteurs impliqués et les échelles d'analyse.

**Sandrine Buresi**, directrice de l'association Gefosat, spécialisée dans la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables, revient sur l'expérience du FATMEE (Fonds d'Aide aux Travaux de Maîtrise de l'Eau et de l'Energie), dispositif opérationnel créé en partenariat avec le Conseil général de l'Hérault, l'Etat et l'ADEME. Au-delà des enjeux de définition, elle en retient un fort besoin de décloisonner les formations et les pratiques professionnelles, pour que les questions sociales ne soient plus aussi séparées des aspects techniques de la précarité. Alors que les services sociaux se forment peu à peu aux dimensions thermiques du logement, les thermiciens sont encore trop peu socialisés aux spécificités et à la diversité des situations sociales qu'ils sont amenés à rencontrer. Elle en appelle donc à plus d'acculturation réciproque, par le contact quotidien entre acteurs sur le terrain. Une autre expérience, menée conjointement avec l'Observatoire régional de santé du Languedoc-Roussillon, s'intéresse davantage aux liens entre précarité énergétique et santé, en analysant la consommation de soins avant et après la réalisation de travaux. Cette recherche-action pose cependant des difficultés d'accès aux données des personnes ayant bénéficié des aides de l'Anah.

**Denis Caraire**, chercheur et directeur de SOLIHA Lot-et-Garonne, présente ensuite une recherche cofinancée par le PUCA, l'ADEME et l'Anah, menée par des professionnels n'appartenant pas au milieu universitaire, et qui s'est inscrite dès le départ contre des visions jugées trop technicistes de la précarité énergétique. L'objectif était de sensibiliser les acteurs de la région Aquitaine à des approches de la précarité énergétique plus larges que celle de la dette des ménages d'une part et celle des performances du bâti d'autre part. L'enquête a permis d'identifier des problématiques de consommations d'énergie liées aux stratégies alimentaires des ménages les plus pauvres (et non à un défaut de centralité comme c'est souvent le cas dans les études sur le périurbain). En ce qui concerne la consommation d'énergie dans le logement, l'enquête montre que les ménages ont tendance à consommer plus dans les logements très performants, ce qui s'expliquerait par le contraste entre la situation de confort à laquelle ils accèdent et l'extrême précarité qu'ils ont pu connaître auparavant. Un autre constat, qui ne s'applique pas qu'aux ménages défavorisés, est le défaut d'ergonomie et de lisibilité des consommations dans ces logements performants. Cela invite à relativiser les discours sur les économies liées à la consommation. Celles-ci peuvent parfois passer par la renégociation des contrats d'énergie, et pas nécessairement par l'apprentissage de comportements très normés liés à des dispositifs techniques. Enfin, cette recherche ouvre des perspectives sur la prise en compte des consommations selon la taille du ménage et du logement et leurs évolutions dans un contexte de desserrement des ménages et de vieillissement, appelant peut être à une plus grande mutabilité des logements.

La recherche présentée par **Lucile Mettetal**, initiée par le PUCA, privilégie aussi l'échelle locale pour saisir la situation d'une catégorie de personnes susceptible d'échapper aux dispositifs de lutte contre la précarité énergétique, les propriétaires occupants modestes des territoires périurbains et ruraux d'Île-de-France. Pour ces classes moyennes fragiles, la question de l'énergie et de la mobilité s'avère essentielle. L'étude de leurs modes de vie révèle des stratégies et des capacités à agir que l'action publique pourrait mieux accompagner et valoriser, notamment dans l'autoréalisation de travaux. Les démarches d'auto-réhabilitation accompagnée proposées par les Compagnons bâtisseurs permettent par exemple de valoriser les solidarités locales, de donner de l'autonomie aux habitants et peuvent constituer une stratégie alternative de rénovation du patrimoine. Le succès de ces initiatives repose en partie sur leur souplesse, en marge des outils répondant à un cadre législatif et financier plus strict. Peut-on envisager de valoriser ces modes d'actions locaux sans nécessairement les institutionnaliser ?

En définitive, ces expérimentations et ces recherches, dont la réussite tient à la proximité entretenue à la fois avec le public mais aussi entre différents services et différents ancrages disciplinaires, posent la question de la généralisation de l'analyse et des actions engagées. Les participants à l'atelier se demandent notamment comment « décloisonner » les dimensions techniques et sociales à grande échelle. Cela interroge en retour la place de la recherche face aux politiques locales et aux engagements nationaux.

## Des recherches attentives aux usages, des acteurs en attente d'évaluation

Le thème de la précarité énergétique et les expériences présentées lors de l'atelier viennent souligner quelques enjeux des rapports entre recherche et action.

D'abord, la recherche assume depuis quelques années un rôle de déconstruction du problème de la précarité énergétique tel que posé par l'action publique, comme le montre la démarche anthropologique de **Johanna Lees**, qui propose une lecture critique de la précarité énergétique comme euphémisation de la question sociale. Les indicateurs de précarité énergétique peuvent en effet masquer un système d'inégalités et occulter d'autres mécanismes de la hiérarchisation sociale, comme l'occupation socialement différenciée des parcs de logement. Ce type de travaux vient réinterroger une approche normative de la précarité énergétique en la confrontant directement aux modes de vie et aux représentations des ménages. Ils soulignent aussi le fait que les ménages les plus précaires ne sont pas nécessairement les plus démunis face à la maîtrise des dépenses d'énergie. Ces derniers peuvent au contraire mettre en place des stratégies très fines de consommation pour répondre à l'ensemble des contraintes auxquelles ils font face. Les acteurs peuvent donc se saisir de ces résultats pour éviter d'imposer des comportements dans des organisations quotidiennes déjà millimétrées, même si certains participants de l'atelier continuent à parler « d'éducation thermique » auprès des locataires Hlm.

Le rapport des acteurs aux travaux de recherche pose ensuite la question des modes de transmission de la connaissance. Un constat partagé au sein de l'atelier est en effet celui du besoin de restitution des travaux de recherche devant les acteurs. La forme des publications et leur accessibilité dans les milieux non académiques fait aussi débat.

Enfin un dernier enjeu du point de vue des acteurs de l'atelier est d'articuler une recherche à deux niveaux. D'un côté, les acteurs souhaitent que les chercheurs ne se détournent pas du terrain et renseignent précisément les modes de vie devant la précarité énergétique. Il est par exemple regretté que les données de l'Anah ne soient pas plus facilement accessibles, ce qui empêche d'aller plus directement à la rencontre des populations ayant bénéficié d'aides et d'interroger leurs conditions de vie. Mais au-delà des réalités de terrain, plusieurs participants en appellent à des travaux sur les politiques publiques qui soient de nature plus évaluative, à l'image de ce qui est fait en Grande-Bretagne sur la *fuel poverty*. Il s'agirait dans cette optique de rapprocher la recherche de l'opérationnel pour en faire un outil d'évaluation mais aussi de conviction des pouvoirs publics. Cette demande, qui n'est pas cantonnée au thème de la précarité énergétique, peut toutefois entrer en conflit avec les méthodes et les positionnements politiques et scientifiques des chercheurs.

## Conclusion

Plus que les politiques de transition énergétique, ce sont bien les usages et les représentations des ménages dits en situation de précarité énergétique qui ont été au centre de l'atelier. Les interventions ont souligné le besoin de connaître la diversité des situations vécues en termes de confort, de budget, de santé ou plus généralement de mode d'habiter, grâce à une présence longue sur le terrain, au plus proche des habitants. Au-delà des indicateurs et des enjeux de mesure, les discussions ont plaidé en faveur de la prise en compte d'une approche plus subjective de la précarité énergétique. Elles ont montré que les réponses à apporter à la précarité énergétique devaient tenir compte des contraintes pesant sur les ménages mais aussi des stratégies de consommation déjà mises en place au quotidien. La lutte contre la précarité énergétique peut à cet effet passer par des modes d'action qui valorisent l'autonomie et la participation des habitants, comme l'auto-réhabilitation accompagnée. L'enjeu reste alors d'envisager une généralisation des dispositifs locaux qui ne nuise pas à la souplesse et au rapport de proximité qui ont fait leur succès. Enfin, la question de la précarité énergétique pose la question du rôle des chercheurs vis-à-vis de l'action : entre critique des catégories normatives de l'action publique et réponse à une injonction à l'évaluation, comment peuvent-ils se positionner face à la question de l'énergie en tant que question sociale ?

\*  
\*      \*

## **Animation de l'atelier**

**Farid Abachi**, responsable du département Énergie, Développement durable, l'Union sociale pour l'habitat

### **Les intervenants :**

- **Farid Abachi**, responsable du département Énergie, Développement durable, l'Union sociale pour l'habitat
- **Sandrine Buresi**, directrice de l'Association Gefosat
- **Denis Caraire**, directeur de SOLIHA Lot-et-Garonne, urbaniste, chercheur au laboratoire In-Vivo
- **Johanna Lees**, sociologue-anthropologue, chercheuse associée au centre Norbert Elias, chercheuse au LASSA
- **Bruno Maresca**, directeur de recherche associé au Credoc
- **Lucile Mettetal**, chargée d'études à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France

### **Appui à la préparation :**

**François Ménard**, chargé de mission, PUCA et **Dominique Belargent**, responsable des partenariats institutionnels, l'Union sociale pour l'habitat

### **Pour aller plus loin**

BARRY H., DOUCHET A. et METIVIER S. (2014) « La précarité énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais : précarité dans l'habitat et vulnérabilité énergétique globale ». Appel à propositions de recherche du PUCA « Précarité énergétique : nouveaux enjeux publics, nouvelles questions de recherche », rapport de recherche, mai 2014.

CARAIRE D., HAMELIN P., (2010), « Sensibilisation des acteurs institutionnels à une approche élargie de la précarité énergétique », Recherche menée dans le cadre de la consultation de soutien à l'innovation « réduction de la précarité énergétique », PREBAT, rapport final.

CHATON C., LACROIX E. (2014), "Fuel Poverty as a Major Determinant of Perceived Health: The Case of France", Working Paper RR-FiME-14-03, June.

JOUFFE Y. (2014), « La précarité énergétique au travers de la mobilité quotidienne », in BESLAY, Christophe et ZELEM, Marie-Christine (dir.), *La sociologie de l'énergie*. Tome 1 : Gouvernance et concepts, Tome 2 : Pratiques et modes de vie, Paris, Editions CNRS, collection Alpha.

LEES J. (2014), *Ethnographier la précarité énergétique : au-delà de l'action publique des mises à l'épreuve de l'habiter*, Thèse soutenue le 12 septembre 2014, EHESS, Marseille.

METTETAL L., DAVY A.C., L'auto-réhabilitation accompagnée en Ile de France, IAU Île-de-France, recherche en cours,

ROUSSEL I. (2015), « Le confort thermique au cœur de la rénovation des logements : norme ou stratégie d'adaptation ? », *Pollution atmosphérique* [En ligne], N° 225.

SUBRÉMON H. (dir.) (2013), Sobriété énergétique et ressources relationnelles. Les circonstances de l'amélioration énergétique en milieux populaires. Rapport intermédiaire d'une recherche conduite par le LATTS/Ecole des Ponts ParisTech pour le Réseau Action Climat France et le Conseil général de Seine-et-Marne.